

**LE FOLKLORE, L'HISTOIRE
ET L'ÉTAT EN FRANCE (1937-1945)**

Florence WEBER

- Marc BLOCH, *La Terre et le paysan. Agriculture et vie rurale aux XVII^e et XVIII^e siècles*. Textes réunis et présentés par Étienne BLOCH, préf. d'Emmanuel LE ROY LADURIE. Paris, Armand Colin, 1999. 16 × 24, XXIX-573 p. (Histoire).
- Gérard NOIRIEL, *Les Origines républicaines de Vichy*. Paris, Hachette, 1999. 14 × 22, 335 p., index (Hachette Littératures).
- Shanny PEER, *France on display. Peasants, provincials and folklore in the 1937 Paris World's fair*. Albany, State University of New York Press, 1998. 15 × 22, 265 p., bibliogr., index (SUNY Series in National Identities).
- Daniel FABRE, « L'ethnologie française à la croisée des engagements (1940-1945) », in Jean-Yves BOURSIER, coord., *Résistants et Résistance*. Paris, L'Harmattan, 1997. 14 × 22, 408 p., ici p. 319-400.
- Marcel MAGET, « À propos du musée des ATP, de sa création à la Libération (1935-1944) », *Genèses. Sciences sociales et histoire*, 10, janv. 1993, p. 90-107.
- Anne-Marie THIESSE, « Régionalisme et ambiguïtés vichystes. La revue *Terre natale* », *La Revue des revues*, n° spécial, « Des revues sous l'Occupation », 24, 1997, p. 121-129.
- Catherine VELAY VALLANTIN, « Le congrès international de folklore de 1937 », *Annales. Histoire, sciences sociales*, mars-avr. 1999, p. 481-506.

Les travaux sur la France de Vichy se multiplient. Le renouveau de cette historiographie, attachée depuis Robert Paxton à montrer les ambiguïtés et la « zone grise », pour reprendre l'image proposée par Primo Levi, d'une période autrefois peinte en noir et blanc, apporte des lumières nouvelles sur une période cruciale pour l'ethnologie et le folklore français¹. Entre le

1. Les principales références sur le sujet, outre les travaux récents dont je rends compte ici, sont : Robert PAXTON, *Vichy France. Old guard and New Order, 1940-1944*, New York, Columbia University Press, 1972, trad. franç. *La France de Vichy, 1940-1944*, Paris, Seuil, 1973 ; Christian FAURE, *Le Projet culturel de Vichy. Folklore et révolution nationale*,

tableau des sciences sociales qu'offre, en 1937, le 1^{er} congrès international de Folklore, qui réunit des ethnologues, des historiens, des géographes et des sociologues, et la situation après 1945, où s'impose un partage des compétences scientifiques entre la sociologie, l'ethnologie et l'histoire sur fond de marxisme intellectuel militant et d'importation des sciences sociales américaines, cette période agitée recèle la clé des oublis de l'après-guerre : disparition du folklore scientifique, mort du régionalisme militant, sommeil des études rurales. On se propose ici de rendre compte de quelques publications récentes qui éclairent l'attitude politique et les intérêts intellectuels d'une profession alors inchoative : les ethnologues français. Au croisement d'une histoire sociale des intellectuels, tout juste esquissée, et d'une sociologie historique des sciences sociales, ces travaux apportent des éléments importants pour comprendre le devenir de l'ethnologie française après 1945 ; ils font apparaître aussi quelques points qui restent obscurs, pistes pour des travaux à venir.

UN PROCÈS INACHEVÉ

La période de l'occupation allemande représente, dans l'histoire de l'ethnologie de la France, une sorte de verrue à la fois obsédante et contournée. L'épisode longtemps tenu secret consiste en l'accusation de collaboration portée, à la Libération, contre le conservateur du musée des Arts et Traditions populaires (ATP), Georges-Henri Rivière. Shanny Peer², reprenant Herman Lebovics³, évoque l'épisode dans ces termes : « *After the war, Rivière was denounced as a collaborator by André Varagnac, though he was eventually cleared of charges.* » Ce qui est certain, c'est que, en

1940-1944, préf. Pascal ORY, Lyon/Paris, Presses universitaires de Lyon/Éd. du CNRS, 1989 ; Herman LEBOVICS, *True France. The wars over cultural identity, 1900-1945*, Ithaca, Cornell University Press, 1992, trad. franç. *La « Vraie France ». Les enjeux de l'identité culturelle*, Paris, Belin, 1995. Enfin, je me permets de renvoyer à mes propres travaux : un recueil de textes présentés par Tiphaine BARTHELEMY et Florence WEBER, éd., *Les Campagnes à livre ouvert. Regards sur la France rurale des années trente*, Paris, École des hautes études en sciences sociales/Presses de l'École normale supérieure, 1989 ; et F. WEBER, « Les études rurales dans la France des années 30. Un apogée oublié », *Recherches sociologiques*, vol. XX, 3, 1989, p. 367-381.

2. Le livre de Shanny PEER, cité *supra* p. 453, représente une somme extrêmement précieuse des travaux, tant français qu'américains, qui lui permettent d'interpréter l'Exposition universelle de 1937 comme une mise en spectacle de la diversité régionale et de l'essence paysanne de la nation. On peut simplement relever sur le sujet qui nous occupe (et qui n'est pas central dans sa démonstration) quelques affirmations un peu rapides, ainsi lorsqu'elle avance, p. 171, qu'André Varagnac aurait rejoint la Résistance, ce qui semble loin d'être prouvé.

3. H. LEBOVICS, *op. cit. supra* n. 1, p. 179-186.

août 1944, Rivière puis son adjoint, Varagnac, sont tous deux relevés de leurs fonctions, ce qui laisse pendant plusieurs mois la charge du musée des ATP à Marcel Maget, qui travaille depuis 1935 avec Varagnac à la Commission des recherches collectives (voir *infra* p. 460), puis aux ATP. De ce fait, l'intérêt porté aux activités du Musée national des ATP et de son personnel pendant la guerre n'est jamais exempt d'intentions dénonciatrices ou justificatrices, comme si l'on jouait sans cesse cette scène primitive lors de laquelle l'enquête sur Rivière et, derrière lui, sur l'Institution, suscita des témoignages et produisit des pièces à conviction.

L'accusation relève les liens des ATP avec la Corporation nationale paysanne qui a remplacé, sous Vichy, l'Assemblée permanente des présidents de chambres d'agriculture (APPCA) : en effet, Maget y dirige depuis 1937 le « service de folklore paysan » domicilié au Musée, auprès duquel il est détaché⁴. Elle relève également l'existence d'un Comité national de propagande par le folklore (créé en 1939 ainsi que la Fédération des groupes folkloriques des provinces françaises), auquel fait allusion Rivière dans un article de 1942⁵ où il souhaite sa transformation en une « véritable Corporation nationale du folklore ». Au-delà, la valorisation par Vichy de l'enracinement paysan et local, son idéalisation d'un passé immobile expliqueraient naturellement le succès d'une institution attachée, elle aussi, à valoriser les « arts et traditions populaires », entendez alors « paysannes ».

La défense, depuis l'article de Rivière en 1973⁶ jusqu'à celui de Maget en 1993 déjà cité, présente comme témoins les résistants auxquels les enquêtes réalisées dans les « Chantiers » du musée des ATP servaient de couverture ; créés en octobre 1941 par le Commissariat à la lutte contre le chômage, quatre de ces « Chantiers intellectuels » sont placés sous la responsabilité du Musée. Maget cite Jean Amblard, dessinateur au chantier 1810 (enquête sur l'artisanat rural et urbain), communiste et résistant dans les maquis d'Auvergne⁷ puis, sans les nommer, « trois de nos disparus » : Albert Soboul, professeur agrégé d'histoire, révoqué en 1942, entré au chantier 1810 en 1943 ; Pierre-Louis Duchartre, capitaine de l'Armée secrète (AS) fondée en 1941, enquêteur en Sologne, « ardent défenseur de l'artisanat et de l'art populaire » ; un autre membre du chantier 1810, « replié à Toulouse ainsi que sa femme, en raison de l'appartenance de cette dernière à la religion persécutée ». Il ajoute que, « malgré la diversité des “sensibilités”, le milieu ATP n'a jamais été atteint par la délation ».

4. Voir p. 97, dans l'article de MAGET, cité *supra* p. 453.

5. Georges-Henri RIVIÈRE, « Le folklore paysan. Notes de doctrine et d'action », *Études agricoles d'économie corporative*, 2^e année, 4, oct.-déc. 1942, p. 316.

6. *Id.*, « Le chantier 1425. Un tour d'horizon, une gerbe de souvenirs », *Ethnologie française*, vol. III, 1-2, 1973, p. 9-14.

7. Voir p. 105, dans l'article de MAGET, cité *supra* p. 453.

Si l'on suit l'essai remarquable de Daniel Fabre, toute l'histoire de l'ethnologie entre 1945 et 1975 s'explique par « l'opiniâtre unité du geste dénégateur »⁸ : « Toute une génération de l'anthropologie française, au sens large, a mis beaucoup d'énergie à dénier et conjurer les dérives, les tentations, voire les impuissances qui furent les siennes pendant l'Occupation. » Ce serait donc la mauvaise conscience de toute la profession qui explique le silence des survivants — et, en particulier, le relatif silence qui a entouré les liens entre l'ethnologie et les célèbres fusillés du mont Valérien, parmi lesquels Boris Vildé et Anatole Lewitzky, tous deux ethnologues, assistants de Paul Rivet au musée de l'Homme. Les héros ou les victimes, comme Primo Levi, ont été eux aussi hantés par la culpabilité d'avoir survécu ; à plus forte raison, la masse de ceux qui se sont contentés de poursuivre, à travers tant d'obstacles et de difficultés, leurs activités d'avant-guerre.

On ne reprendra pas ici toute l'argumentation de cet article extrêmement riche. On n'en retiendra que trois points principaux pour notre propos :

1^o « La guerre et l'Occupation adviennent en pleine période de construction institutionnelle — l'ethnologie est donc directement dépendante des puissants⁹ » ;

2^o une grande prudence est de mise, liée à l'inaccessibilité des archives de l'épuration ;

3^o il est nécessaire, pour comprendre, de penser ensemble :

a) le réseau résistant du musée de l'Homme (qui appartient à l'histoire de la Résistance) ;

b) la dérive antisémite de l'anthropologie raciale (où se croisent l'histoire du racisme scientifique et celle de l'anthropologie physique) ;

c) l'exaltation des traditions populaires par Vichy.

L'argumentation de Fabre le conduit à décrire l'ethnologie en noir et blanc. En effet, tout en évoquant la remise en question courante d'une classification définitive des attitudes politiques des individus entre « résistance », « collaboration » et « opportunisme », il ne la juge pas légitime dans le cas de l'ethnologie : « S'il est un milieu qui fut dès le début de la présence nazie parfaitement conscient des implications de celle-ci et de l'inconsistance de l'État français, ce fut bien celui qui gravitait autour de l'ethnologie en construction, au musée de l'Homme et au musée des Arts et Traditions Populaires. » D'emblée, dit-il, les engagements des ethnologues ont été extrêmement nets : « Le tranchant vif et contrasté des engagements — du côté de la lutte antinazie ou du pire des "ethnismes" appliqués — semble laisser peu de place à la tergiversation, au compromis, à la matura-

8. Voir p. 378 dans l'article de FABRE, cité *supra* p. 453.

9. *Ibid.*, p. 230.

tion lente des choix¹⁰. » Et il poursuit : « Ici mieux qu'ailleurs ceux-ci furent faits en connaissance de cause. » Mais une fois posée cette hypothèse, qui rend parfaitement compte des deux premières attitudes décrites par Fabre, celle du réseau du musée de l'Homme, celle de l'engagement raciste absolu de Georges Montandon (« Dès l'été 1940, les ethnologues eurent à opter pour un camp ou bien, face à la persécution raciale et politique, ils gagnèrent l'exil sans jamais se renier »), comment décrire la situation de « l'entre-deux », c'est-à-dire, surtout, de l'ethnographie française au musée des ATP, mais aussi de ceux qui assurèrent, au musée de l'Homme, le maintien de l'institution ?

La situation aux ATP est bien confuse et nous y retrouvons le « ni blanc ni noir » de Levi. Traçant un portrait nuancé des attitudes, à l'égard de la science et du pouvoir, des principaux protagonistes de cette histoire, Fabre souligne le contraste entre l'ardent militantisme politique, « tout d'une pièce, pourrait-on dire », de Rivet, directeur du musée de l'Homme, et d'Agnès Humbert (qui avait été l'assistante de Rivière avant son départ aux ATP) et la gamme des positions présentes aux ATP : « l'accord de Varagnac, plein et entier¹¹ » au régime ; le « scepticisme politique qui va avec une déférence de surface à l'égard de tout pouvoir¹² » de Rivière (« au fond, il n'a pas plus donné à Vichy qu'il n'a réellement donné au Front populaire¹³ ») ; le modernisme architectural de Guy Pison, l'un des enquêteurs permanents des ATP chargé du Chantier sur l'architecture rurale, et le souci de Maget pour la « science » (« Marcel Maget est pour sa part un scrupuleux observateur des pratiques sociales présentes, un héraut de la description¹⁴ »).

On ne peut qu'admirer la maîtrise des documents disponibles et la délicatesse manifestées par Fabre dans ces analyses. Deux autres points peuvent cependant apporter des éléments supplémentaires dans la discussion : le souci de la science, qu'il relève d'emblée chez Maget puis dans l'organisation des ATP après la guerre, et qu'il interprète, dans ce deuxième cas, comme une forme d'expiation voire de rédemption, comme la conséquence du « remords » des survivants (« La renaissance régionaliste et "folk" des années 1970 se heurta à [l']intransigeance [des ATP] sans jamais comprendre quel désir de rupture et quel obscur remords politique la soutenait¹⁵ ») ; le régionalisme, relativement absent du face à face tragique qu'il décrit entre l'ethnologie, qui choisit d'être résistante ou

10. *Ibid.*, p. 359.

11. *Ibid.*, p. 374.

12. *Ibid.*, p. 375.

13. *Ibid.*, p. 376.

14. *Ibid.*, p. 375.

15. *Ibid.*, p. 389.

raciale, et l'État français, qui collabore avec l'Occupant sur fond de complicité idéologique.

Sur ces deux points, je plaiderai que les positions prises pendant et après la guerre s'enracinent dans l'entre-deux-guerres : d'un côté, le souci de la science — avec ses naïvetés et ses tâtonnements — est à l'origine même des travaux entamés par la Commission des recherches collectives (CRC) en 1935 et ne peut donc être rapporté à un « remords politique » inexistant à cette date ; de l'autre, le régionalisme, loin d'être une création de Vichy, est républicain : la propagande vichyste par le folklore est une « réappropriation » réactionnaire et antirépublicaine des mouvements régionalistes républicains d'avant-guerre et une reprise de leurs utilisations spectaculaires du « folklore », déjà critiquées dès 1925 par certains « savants » — érudits locaux, historiens, folkloristes.

LA PASSION DE LA SCIENCE

C'est dans l'ouvrage de Gérard Noiriel¹⁶, plus précisément dans son chapitre v, « Savants, experts et pouvoir d'État », que l'on peut puiser un questionnement fondamental sur les rapports, en France, entre l'État et les sciences de la société. Réunissant à grands traits l'histoire des sciences sociales et l'histoire politique françaises, Noiriel nous aide à constater que, pour la première fois depuis 1871, le régime de Vichy oblige les universitaires français spécialistes de sciences sociales (principalement historiens et sociologues) à dissocier l'idéal scientifique et l'idéal républicain. Noiriel rappelle en effet que, de 1871 à 1914, les historiens positivistes, les sociologues durkheimiens, les géographes vidaliens construisaient d'un même mouvement la science et la République¹⁷. Il avance qu'entre les deux guerres, au contraire, les savants universitaires sont progressivement privés de toute influence politique tandis que les hommes politiques écoutent des « experts » peu légitimes scientifiquement.

Le cas de l'ethnologie coloniale oblige à nuancer cette affirmation : l'École coloniale et la musée de l'Homme représentent justement une alliance réussie, aujourd'hui oubliée, entre légitimité scientifique et science de gouvernement¹⁸. En revanche, il est clair que le régime de Vichy oblige

16. Cité *supra* p. 453.

17. C'est ce qu'ont abondamment montré depuis trente ans les historiens de l'histoire, de la géographie, de la sociologie (qui semblent ignorés des historiens de l'ethnologie). Citons seulement, parmi d'autres travaux que Noiriel ne mentionne pas, l'ouvrage de Jean-Louis FABIANI sur la naissance de la sociologie française, *Les Philosophes de la République*, Paris, Minuit, 1988, et les travaux de Marie-Claire ROBIC sur la géographie vidalienne.

18. Je dois cette remarque à Benoît de L'Estoile, que je remercie ici pour sa lecture attentive et informée.

les universitaires attachés à la République à un choix radical entre leurs convictions scientifiques — qui les incitent à continuer leur entreprise coûte que coûte — et leurs convictions politiques — qui les poussent à refuser leurs nouvelles conditions de travail. Il faut remarquer que ce choix, douloureux sur le coup et potentiellement lourd de conséquences après la guerre, a été évité à ceux d'entre eux qui avaient été privés par les circonstances de leurs moyens de travailler (Juifs, étrangers, prisonniers de guerre). Cette difficile décision est évoquée en ces termes par Maget¹⁹ : « Que faire ? Soit se résigner à faire du folklore en chambre et à moudre de la théorie à l'ombre des bibliothèques en berne ; soit accepter, avec le minimum de révérence dû à tout pouvoir en place, les moyens de contribuer à un accomplissement partiel du programme d'urgence : le directeur du MNATP [Rivière], dont plusieurs collaborateurs sont prisonniers de guerre, prend les risques de la deuxième solution. »

C'est bien « la science » qu'invoque Rivière dans une lettre à son ancien chef de service, Rivet, le 18 octobre 1944 : « J'ai suivi, ce me semble, votre grand conseil : faire de la science²⁰. » C'est aussi, d'une certaine manière, la « science » qui permet de comprendre la décision de Febvre de continuer la publication des *Annales*. Résumant le débat devenu polémique autour des positions de Marc Bloch et de Lucien Febvre, Peter Schöttler écrit : « Devait-on, pouvait-on continuer les *Annales* en 1940/41 — ou bien le prix à payer était-il trop élevé²¹ ? » C'est à cette même question qu'avaient dû répondre les animateurs du tout jeune musée des ATP : « Devait-on, pouvait-on continuer à inventer l'ethnographie française en 1940/41 — ou bien le prix à payer était-il trop élevé ? »

Tout comme la revue des *Annales* pour Bloch et Febvre, l'entreprise scientifique des ATP représentait pour ses protagonistes beaucoup plus que leurs intérêts personnels ou leurs soucis de carrière : une véritable « passion de la science » — il nous faut prendre au sérieux leurs déclarations sur ce point. En 1938, l'idéal scientifique et l'idéal républicain ne sont pas encore incompatibles. Voici comment Febvre, le 25 janvier 1938, présente à la radio l'entreprise des ATP et la nouvelle direction prise par les études folkloriques : « Le passé s'en va. Le passé nous quitte avec une vitesse folle. Tous à l'œuvre pour en sauver du moins le souvenir ! Vous qui m'écoutez, vous que je ne vois point, que mon appel, que l'appel onze fois répété que vous allez entendre tous les mardis vous ébranle, vous émeuve dans votre piété filiale pour ceux qui revivent en vous à votre insu. Aidez-

19. Voir p. 95 dans l'article de MAGET, cité *supra* p. 453.

20. Lettre publiée par Jean JAMIN, *Gradhiva*, 1, automne 1986, p. 27, citée p. 371 dans l'article de FABRE, cité *supra* p. 453.

21. Peter SCHÖTTLER, « Marc Bloch et Lucien Febvre face à l'Allemagne nazie », *Genèses. Sciences sociales et histoire*, n° spécial, « Le nazisme et les savants », 21, déc. 1995, p. 95.

nous. Aidez, ce sera mon dernier mot, ceux qui en créant le musée des ATP, ceux qui, en promouvant chez nous les études folkloriques, sauvent tout à la fois les titres de noblesse et de notre pays et de l'Humanité²². »

On ne peut comprendre ce texte sans rappeler l'entreprise engagée en 1935 par Febvre, qui a constitué les premiers « fonds » des ATP : dans la foulée de la publication de l'*Encyclopédie française*, une « coopérative de travail scientifique », la Commission des recherches collectives, animée par Varagnac et Maget, a réuni, sur le modèle d'une fédération de sociétés savantes et avec l'aide d'un millier de correspondants bénévoles, le plus souvent des instituteurs, des « documents » pour l'histoire du temps présent²³. Cette entreprise n'était pas exempte de naïveté scientifique et idéologique : croyance en la possibilité d'une collecte de matériaux relativement décontextualisés ; faible problématisation des liens entre un questionnement historique ou archéologique et un intérêt pour le présent ; souci de la disparition du passé et sentiment d'urgence de la collecte, lié à un intérêt pour les techniques.

Mais l'essentiel de ce texte est sa ferveur, à la fois scientifique, patriotique et universaliste. Elle nous est aujourd'hui largement incompréhensible — peut-être justement parce que Vichy a définitivement disqualifié le folklore tout en consacrant le divorce entre l'État et la science. Faut-il pour autant jeter le bébé (l'idéal scientifique) avec l'eau trouble du bain — la rhétorique scientifique des « sciences de la société » et les preuves de leur redoutable efficacité, en régime totalitaire (la propagande) comme en régime démocratique (le marketing) ? Faut-il abandonner l'idéal scientifique, d'une part, récuser, d'autre part, toute « utilité » aux sciences sociales ? Ou bien faut-il au contraire assumer aujourd'hui encore cette « passion de la science » en y ajoutant une double dimension réflexive : réflexion en amont sur les conditions sociales de la production scientifique, réflexion en aval sur ses usages sociaux ? Ce débat traverse aujourd'hui nos différentes disciplines, de l'économie à l'histoire, en passant par la géographie, la science politique, l'anthropologie et la sociologie. Il y prend différentes formes : opposition entre un relativisme sceptique et affiché et un positivisme silencieux, rarement revendiqué comme tel ; débat autour des usages politiques des sciences sociales et des nouvelles formes d'expertise.

22. Lucien FEBVRE, cité p. 500 dans l'article de VELAY VALLANTIN, *supra* p. 453 (souligné par moi).

23. Bertrand MÜLLER et Florence WEBER, « Des recherches collectives au croisement de l'histoire et de l'ethnographie (1935-1939) », communication au colloque international *Histoire de la recherche collective en sciences sociales au XX^e siècle*, Paris, Centre de recherches historiques, 4-6 nov. 1999, à paraître.

LE RÉGIONALISME : MARKETING ET PROPAGANDE

Si Febvre, en 1938, ne dissocie pas la patrie et l'Humanité, comme bien d'autres républicains attachés à la fois à la France et à l'universalisme des Lumières, ses contemporains ne dissocient pas l'amour de la « petite patrie » et l'amour de la patrie. C'est le principal enseignement des travaux d'Anne-Marie Thiesse depuis son ouvrage sur la littérature régionaliste²⁴ : l'attachement régionaliste est l'une des modalités de l'attachement à la nation. Ce n'est qu'après la compromission des mouvements régionalistes avec Vichy que s'est imposée une lecture systématique et simpliste du combat séculaire entre un « jacobinisme républicain » et une « idéologie régionaliste réactionnaire ».

Aussi, interpréter, comme le fait Velay Vallantin, les débats du congrès international de Folklore de 1937 à la lumière de cette opposition qui ne prendra corps que plus tard constitue-t-il un authentique anachronisme. Elle écrit : « Le Congrès résonne d'appels à la multiplication de musées régionaux, de musées de terroir, ce qui ne se vit pas sans tension avec le jacobinisme républicain et laïque du Front Populaire²⁵. » En 1937, pour reprendre une formule d'Anne-Marie Thiesse dans son article sur la revue *Terre natale*, le régionalisme est encore une « thématique omniprésente de la Troisième République comme expression d'un réformisme consensuel²⁶ ». C'est ce qu'ont montré également les travaux de Jean-François Chanet sur l'école²⁷.

Le régionalisme consensuel de l'entre-deux-guerres imprègne les programmes de l'école primaire mais aussi galvanise la promotion du tourisme, sous-tend la politique économique régionale, inspire le marketing des produits du terroir, sans remettre nullement en cause l'unité nationale et l'idéologie républicaine. En revanche, l'accord construit vers 1925-1930 entre des érudits locaux (universitaires de province, instituteurs, médecins, curés) et des notables soucieux de promotion régionale (hommes politiques, entrepreneurs) se défait par bribes, lorsque les usages spectaculaires du « folklore régional » s'écartent trop des sources historiques et du bon

24. Anne-Marie THIESSE, *Écrire la France, le mouvement littéraire régionaliste de langue française entre la Belle Époque et la Libération*, Paris, Presses universitaires de France, 1991 ; Id., *Ils apprenaient la France. L'exaltation des régions dans le discours patriotique*, Paris, Éd. de la Maison des sciences de l'homme, 1997.

25. Voir p. 493 dans l'article de VELAY VALLANTIN, cité *supra* p. 453.

26. Voir p. 121 dans l'article de THIESSE, cité *supra* p. 453.

27. Jean-François CHANET, *L'École républicaine et les petites patries*, Paris, Aubier, 1996.

goût. De véritables tensions apparaissent dans les années 1930 entre le souci de la description scientifique — porté par des érudits locaux, membres des sociétés savantes, tout autant que par les universitaires — et ces manifestations « spectaculaires » qui, parfois, passent la mesure²⁸.

Ce sont justement ces tensions-là, et non les tensions entre jacobinisme et régionalisme, qui expliquent la façon dont est organisé le congrès international de Folklore de 1937. Une distinction soigneuse y est effectuée entre la « science » en voie de constitution et ces mouvements folkloriques en pleine expansion. C'est le sens de la dissociation entre la « section de folklore descriptif » (entendez, à cette époque où la description n'est pas encore disqualifiée, « scientifique ») et la section de « folklore appliqué à la vie sociale ». Dans cette dernière section se posent les questions de « politique des loisirs », portées par des mouvements opposés idéologiquement mais tous également intéressés par le renouveau du « folklore » et la réinvention des traditions : maisons de culture soviétiques, mouvement nazi *Kraft durch Freude*, auberges de jeunesse françaises, divers mouvements régionalistes²⁹. Au contraire, la section de « folklore descriptif » est véritablement « noyauté » par des universitaires républicains : le durkheimien René Maunier, inventeur du « folklore juridique » et spécialiste des colonies, Lucien Febvre et Marc Bloch en personne, Georges Dumézil, André Varagnac.

Ce dernier, neveu du ministre socialiste Marcel Sembat, est alors un durkheimien convaincu, ainsi que Marcel Maget, formé à la sociologie durkheimienne par Célestin Bouglé et à la critique historique des sources par Lucien Febvre. C'est, entre autres, à eux que songe Febvre lorsqu'il écrit : « Les études folkloriques en France n'ont guère été le fait, jusqu'à présent, que d'isolés. Elles commencent à peine à s'organiser solidement, *scientifiquement*. Force leur est bien d'accueillir des concours d'hommes venus de tous les points de l'horizon, et qui n'oublent pas aisément ce qu'ils sont en abordant des études nouvelles. Petit à petit, tout s'éclaircira. Et les jeunes, qui commencent à se former sous l'abri, un peu improvisé, que nous, hommes de bonne volonté, nous leur ménageons, sauront faire demain, *à l'encontre de nous s'il le faut*, les discriminations nécessaires³⁰ ». Loin de témoigner d'une certaine « condescendance » et « désinvolture », comme le suggère Velay Vallantin, ces formules de Febvre

28. C'est ce que montrent les travaux en cours de Gilles LAFERTÉ sur la naissance de la confrérie des chevaliers du Tastevin en novembre 1934 : voir son texte, intitulé « La genèse du folklore vineux en Bourgogne dans l'entre-deux-guerres. Des festivités érudites beaunoises à la promotion commerciale des chevaliers du Tastevin », communiqué lors du séminaire interdisciplinaire « Territoire, patrimoine, migrations. Questions d'économistes et de sociologues », organisé par l'INRA-ENESAD à Dijon les 22 et 23 mai 2000, à paraître.

29. Voir p. 492, dans l'article de VELAY VALLANTIN, cité *supra* p. 453.

30. Voir p. 500 dans le même article (souligné par moi).

portent la trace de sa passion de la science, mais aussi de sa conscience de l'hétérogénéité, non seulement scientifique mais idéologique, des appuis de circonstance auxquels doivent leur naissance cette « nouvelle discipline » et la nouvelle institution organisatrice du Congrès, les ATP.

On aperçoit ici l'une des motivations de ceux qui, parmi les universitaires républicains, décidèrent de continuer sous Vichy l'œuvre entreprise auparavant : travailler, maintenir l'institution, accumuler les matériaux, poursuivre la tâche entreprise avant la guerre sans relâcher les exigences scientifiques, c'était aussi empêcher les « autres », ceux des « amateurs » dont les convictions s'accommodaient de l'humeur du moment, d'occuper le champ des institutions officielles, de prendre une revanche scientifique à la faveur de la conjoncture politique.

LE FOLKLORE ENTRE HISTOIRE, SOCIOLOGIE ET ETHNOLOGIE

En effet, contrairement à ce que croient Fabre et Velay Vallantin, qui les découvrent en 1937 — au moment où ils ont enfin réussi à s'imposer comme des partenaires incontournables de la naissance institutionnelle du folklore, et alors même que, tragique ironie, la guerre va définitivement ruiner leurs efforts —, ni Bloch ni Febvre n'ont attendu 1938 pour dénoncer « l'insupportable mythe de l'immutabilité paysanne » et pour combattre les dérives essentialistes de collègues universitaires moins attentifs qu'eux au fonctionnement de la société. Leur conception d'une histoire qui ne se définit pas comme science du passé mais comme science des hommes en société et dans le temps, qui intègre donc une science historique du temps présent, est aussi éloignée de la géographie rurale (qui tend, avec Albert Demangeon, à surestimer le poids des facteurs « physiques » par rapport aux facteurs « sociaux ») que du folklore des « antiquaires » (fascinés par les origines).

C'est de la Première Guerre mondiale, si meurtrière pour la sociologie française, que date l'intérêt de Bloch pour le « folklore » et la psychologie collective³¹. Reprenant le double héritage de la méthode historique (critique des sources) et de la sociologie (primat des explications sociales sur les explications naturalistes et individuelles), ni Bloch ni Febvre n'ont ménagé leurs critiques à Demangeon, accusé de construire un artefact, le « type régional », en majorant l'importance de la géographie physique et en

31. Voir son magnifique article de 1921, intitulé « Les fausses nouvelles de la guerre », repr. in Marc BLOCH, *Histoire et historiens*, textes réunis par Étienne BLOCH, Paris, Armand Colin, 1995.

oubliant l'histoire, particulièrement celle des classes sociales, et aux divers folkloristes, Arnold Van Gennep compris, accusés de construire d'autres artefacts, le « peuple » ou le « pays », de ne pas respecter les règles de la « méthode historique » et d'oublier l'histoire de l'État dans la constitution des « cultures populaires ».

Ainsi, dès 1930, Bloch écrit : « Le caractère unitaire et égalitaire du "peuple", et notamment du peuple des campagnes — encore une illusion qu'il faut à tout prix rejeter » ; et encore : « Il n'est plus question d'opposer à l'art savant je ne sais quel libre langage esthétique sorti du tréfonds de l'âme des humbles »³². De ce point de vue, le titre choisi pour le récent recueil des articles de Bloch sur l'histoire agraire — *La Terre et le paysan* — risque d'entraîner de regrettables malentendus. Le responsable de ce choix, Étienne Bloch, s'en explique en arguant qu'il s'agit du titre d'une collection projetée par son père dès 1935 et qui donnera lieu à deux parutions pendant la Guerre. Il faut cependant remarquer qu'un titre de collection est le fruit d'une négociation avec l'éditeur (Bloch avait choisi d'abord « Le paysan et les champs ») et surtout, qu'un titre change de sens selon le contexte. C'est lors du congrès international de Folklore de 1937, où se révèle la proximité idéologique entre le folklore français et la *Volkskunde* nazie, que Bloch remarque : « Ce serait une erreur grave de parler du Paysan avec un grand P » et réaffirme l'existence des classes sociales. Il est donc bien conscient que le titre de sa collection est en train de changer de sens — changement définitif après la reprise par Vichy, sur le mode « paysan », de l'exaltation nazie du « peuple ». Si l'on ne peut pas imputer la « soudaine » lucidité de Bloch à l'imminence de la Guerre, il est tout aussi difficile de reprendre aujourd'hui sans précautions un titre négocié dans un contexte devenu incompréhensible. On touche ici du doigt l'incompatibilité entre une fidélité pointilleuse, forme de piété filiale, et le mouvement de la science qui pousse les successeurs, comme le rappelaient sans cesse Bloch et Febvre, à dépasser leurs prédécesseurs, voire à les remettre en question. Ou encore, pour filer une métaphore agricole, on aperçoit la contradiction entre le patrimoine dont on hérite et auquel on ne veut pas toucher (objet de piété et de muséologie) et l'entreprise que l'on reprend (y compris pour la transformer).

Le congrès international de Folklore de 1937 n'est donc qu'une des multiples occasions où Bloch et Febvre réaffirment le primat du social sur le « naturel », géographique ou biologique. Le musée des Arts et Traditions populaires, qui l'organise, est le produit d'une alliance (provisoire et fragile) entre l'ethnologie naissante (derrière Paul Rivet, Marcel Mauss, René Maunier, Lucien Lévy-Bruhl) et la tentative de Lucien Febvre d'investir le

32. Cité in T. BARTHELEMY et F. WEBER, *op. cit. supra* n. 1, p. 131.

présent (le folklore) en historien. On ne peut donc pas affirmer, avec Velay Vallantin, qu'« un des objectifs essentiels de Rivet » est « d'accréditer les liens établis entre historiens et ethnologues »³³. C'est au contraire parce que les ATP sont le produit de cette alliance (qui sera bien vite oubliée) que la section de « folklore descriptif » est confiée à des historiens. D'autre part, la concurrence entre Rivière et Varagnac à la tête des ATP n'est pas seulement une donnée personnelle ou idéologique : elle signale plus profondément cette double filiation du Musée qui doit son existence institutionnelle aux amis politiques de Rivet, mais sa première organisation matérielle (enquêteurs et données d'enquête, réseau de correspondants, fichiers de l'Office de documentation folklorique) à la CRC, c'est-à-dire à l'*Encyclopédie française* hébergée par le Centre international de synthèse d'Henri Berr.

L'échec de cette alliance, emportée par la tourmente de Vichy, entre l'ethnologie et une histoire sociologique encore inchoative a eu de graves conséquences sur la définition des différentes sciences sociales après la Guerre. L'ethnologie s'est fondée sur un refus de l'histoire et des historiens, mais aussi sur un partage du territoire entre ethnologie et sociologie qui s'est perpétué malgré des tentatives comme celles de Georges Balandier, de Roger Bastide, de Marcel Maquet, etc. L'héritage durkheimien s'est scindé en trois. Alors que Bloch lisait l'entre-deux-guerres comme un rapprochement entre l'histoire et la « seconde génération » des durkheimiens (sans doute Marcel Mauss, Célestin Bouglé, Maurice Halbwachs), l'après-guerre a consacré la division entre l'histoire (implicitement redéfinie comme science du passé), l'ethnologie (explicitement redéfinie comme science de l'Ailleurs) et la sociologie (redéfinie comme science de la modernité), laissant vide pour longtemps le territoire où s'était nouée l'alliance entre ethnologie et histoire. La place qu'avait occupée le folklore était devenue la « place du mort ».

Fabre a donc raison de rapporter à la dénégation du passé vichyste la disparition du terme de folklore dans son acception scientifique et la dissociation consommée entre le « folklore descriptif » (devenu « ethnographie métropolitaine ») et le « folklore appliqué à la vie sociale » (auquel restera appliqué l'étiquette désormais méprisante de folklorique). Il attribue à cette même dénégation l'abandon de la cartographie au profit de la monographie, abandon mis en évidence par Christian Bromberger dès 1987³⁴. Pour Fabre, les ethnologues auraient craint, après 1945, de contribuer à tra-

33. Voir p. 491 dans l'article de VELAY VALLANTIN, cité *supra* p. 453.

34. Christian BROMBERGER, « Du grand au petit. Variations des échelles et des objets d'analyse dans l'histoire de l'ethnologie de la France », in Isac CHIVA et Utz JEGGLE, éd., *Ethnologie en miroir. La France et les pays de langue allemande*, Paris, Maison des sciences de l'homme, 1987, p. 67-94.

cer des frontières linguistiques et coutumières, à forger des cartes des pays, des races, des peuples ou des nationalités, susceptibles en effet — la plus récente actualité, africaine et européenne, nous en donne trop d'exemples — d'un usage dévastateur.

Mais peut-on sérieusement attribuer à l'outil cartographique les dérives imputables à ses usages ? Comment oublier que les cartes peuvent justement offrir le contre-poison au poison essentialiste ? L'outil cartographique permet de montrer l'inanité des découpages et des frontières puisqu'il peut mettre en évidence la non-superposition des différentes frontières, les processus de diffusion de traits culturels (en une sorte d'histoire géographique des pratiques) ou les « variations concomitantes » entre des phénomènes cartographiables. Comment les ethnologues ont-ils pu méconnaître à ce point les acquis de la sociologie durkheimienne ?

Force est de répondre que les compromissions de la période vichyste entraînent avec elles dans l'oubli les avancées de la période précédente. Certes, comme le dit Fabre, « un pacte unanime a tenté d'apaiser les survivants en étouffant la totalité d'une histoire dont les trois volets tiennent ensemble, forcément³⁵ ». Certes, la période 1945-1975 peut se lire comme une immense tentative pour « sceller le silence et l'oubli » (p. 386). Mais avec la tourmente de Vichy disparut aussi le souvenir de cette effervescence historique et « folkloriste » des années 1930. Comment comprendre autrement la marginalisation, en ethnologie, de l'œuvre de Marcel Maget ? À moins que l'on ne puisse imputer, au moins partiellement, ces lectures tronquées de l'histoire de l'ethnologie française à notre retard historiographique sur la période vichyste. En effet, les ethnologues français qui se sont penchés, après 1980, sur leur histoire ont appliqué le modèle allemand de critique du folklore nazi³⁶ sans percevoir le fossé entre les sciences sociales en Allemagne et en France pendant la décennie 1930.

Toute la difficulté d'une histoire des sciences est de rendre compte de la combinaison entre le mouvement propre de la connaissance scientifique (ainsi, l'adoption de l'outil monographique par Louis Dumont, dans *La Tarasque* (1951), et par Marcel Maget, à Villard d'Arène puis dans le *Guide d'étude des comportements culturels* (1955) pourrait être rapportée à leur découverte, lors d'une enquête de terrain en Sologne organisée par le musée des ATP en 1939, de la méthode malinowskienne³⁷) et les effets de

35. Voir p. 400 dans l'article de FABRE, cité *supra* p. 453.

36. Hermann BAUSINGER, *Volkskunde ou l'ethnologie allemande. De la recherche sur l'Antiquité à l'analyse culturelle*, 1^{re} éd. en allemand 1971, ici trad. franç. Dominique LASSAIGNE et Pascale GODENIR, av.-pr. Isac CHIVA, Paris, Maison des sciences de l'homme, 1993.

37. C'est ce qu'atteste le récit de la visite de Bronislaw Malinowski sur le terrain solognot dans les journaux de route du « voyage en Sologne », dont des extraits seront bientôt publiés par la revue *Genèses. Sciences sociales et histoire*. Je remercie le musée des Arts et Traditions populaires et particulièrement son archiviste Jacqueline Christophe pour m'avoir aidée à découvrir ces précieux documents.

son « contexte » historique, politique et social. Dans le cas des sciences sociales, la difficulté est encore aggravée par la nécessité interne de procéder à un travail réflexif, nécessité particulièrement aiguë et ardue dans cette connaissance scientifique spécifique. Ainsi, les démons du « populisme » folkloriste avaient déjà été exorcisés par Maget dans un article magistral publié en 1968³⁸, curieusement négligé par les ethnologues et les historiens, mais qui inspira, en sociologie, les analyses de Claude Grignon et Jean-Claude Passeron³⁹.

Florence WEBER,
Laboratoire de sciences sociales,
École normale supérieure,
 48, bd Jourdan,
 F-75014 Paris
 (juin 2000).

38. M. MAGET, « Problèmes d'ethnographie européenne », in Jean POIRIER, éd., *Ethnologie*. Vol. I : *Ethnologie générale*, Paris, Gallimard (Encyclopédie de la Pléiade), 1968, p. 1247-1338.

39. *Le Savant et le populaire*, Paris, Gallimard/Seuil, 1989.